

<http://ujfp.org/spip.php?article3039>



Déclaration faite au nom de l'UJFP devant la cour d'appel de Montpellier

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : samedi 25 janvier 2014

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

De nombreux/ses militant-e-s étaient présent-e-s le 23 janvier à Montpellier pour le procès en appel des trois camarades de Perpignan : Yamina, Jeanne et Bernard.

Les deux témoins de la défense, Michèle Sibony et Esti Micenmacher n'ont pas été autorisées à témoigner. Le verdict sera prononcé le 19 mai.

**Déclaration faite au nom de l'UJFP devant
la cour d'appel de Montpellier
(23 janvier 2014)**

Yamina, Jeanne et Bernard ont été relaxé-e-s lors du premier jugement et le Parquet a fait appel au nom de la circulaire Alliot-Marie.

Que dit cette circulaire ? Qu'appeler au Boycott, désinvestissement, sanctions contre l'État d'Israël serait de la « discrimination ». Elle fait écho à la stratégie propagandiste du CRIF et des dirigeants israéliens pour qui toute critique d'Israël est de l'antisémitisme.

L'UJFP est une association juive laïque. Nous dénonçons le colonialisme israélien et le sionisme qui a dépossédé les Palestiniens de leur propre pays. En même temps, nous combattons tous les racismes et nous luttons pour un « vivre ensemble » fondé sur l'égalité des droits au Proche-Orient comme en France.

En tant qu'association juive, nous tenons à dire que l'instrumentalisation de l'antisémitisme est une mystification insupportable. La guerre au Proche-Orient n'est ni raciale, ni communautaire, ni religieuse. Elle porte sur des questions essentielles : les Palestiniens (et nous avec eux/elles) refusent l'occupation, le colonialisme et l'apartheid. La politique israélienne n'est pas seulement criminelle contre le peuple palestinien, elle est aussi suicidaire pour les Israéliens et met en danger les Juifs du monde entier.

Les dirigeants israéliens n'ont jamais combattu l'antisémitisme. Au contraire, ils l'attisent et s'en nourrissent pour justifier leur fuite en avant coloniale. Les colonies sont aujourd'hui financées par des antisémites (les Chrétiens sionistes) et l'extrême droite européenne dont le dénominateur commun fut l'antisémitisme est aujourd'hui très majoritairement pro-israélienne.

Pour nous, quand les dirigeants israéliens prétendent parler au nom des victimes de l'antisémitisme et du génocide nazi, il y a quelque chose d'obscène. Quand les dirigeants occidentaux soutiennent la politique israélienne au nom de la lutte contre l'antisémitisme, il y a quelque chose d'insupportable. Quel rapport y a-t-il entre les parias d'autrefois et un État raciste coupable de crimes de guerre et même de crimes contre l'humanité ? Au nom de quoi le crime européen (l'antisémitisme, le génocide) doit-il être payé par le peuple palestinien, privé de ses droits fondamentaux, fragmenté et martyrisé ? Au nom de quoi serait-il « antisémite » de critiquer la politique raciste d'Israël vis-à-vis des Palestiniens ou des travailleurs immigrés ?

Tout le monde sait que ce qui rend possible la poursuite de la destruction de la Palestine, ce sont la complicité et l'absence de sanctions. Ce n'est pas parce qu'ils/elles sont mal informé-e-s que les dirigeants de l'Occident soutiennent Israël. C'est parce que ce pays surarmé, dépensant 60% de son budget dans les technologies de pointe et l'armement représente parfaitement leurs intérêts dans la région et correspond à leur vision du monde. La circulaire Alliot-Marie est un élément de cette complicité honteuse.

Face à cette situation, 172 associations de la société palestinienne ont lancé un appel mondial au BDS. Les revendications de cet appel sont universelles : fin de la colonisation, de l'occupation, destruction du mur, libération des prisonniers, égalité des droits et droit au retour des réfugiés palestiniens.

C'est pour répondre à cet appel que partout dans le monde, le BDS se développe et remporte de nombreuses victoires. C'est en écho à cet appel que BDS-France (dont fait partie l'UJFP) s'est développé. En Israël aussi s'est créé un mouvement appelé « boycott de l'intérieur ».

Déclaration faite au nom de l'UJFP devant la cour d'appel de Montpellier

Yamina, Jeanne et Bernard, nous sommes totalement solidaires de votre lutte. Nous avons boycotté, nous boycottons et nous continuerons de boycotter. Nous contribuerons à faire comprendre à l'opinion publique qu'Israël aujourd'hui, c'est comme l'Afrique du Sud autrefois : un État d'apartheid. Et nous obtiendrons la suppression de la circulaire au nom de laquelle vous êtes poursuivi-e-s.